

Nuisances aériennes - Fronde des élus contre Fillon

Le Parisien, 19 juin 2008

"François FILLON méprise les habitants de Gonesse et de l'est du Val d'Oise..." C'est le cri du coeur de Jean-Pierre Blazy, le maire socialiste de Gonesse après une déclaration du Premier ministre datant de la semaine dernière. Au milieu d'une lettre fleuve envoyée le 10 juin à Jean-Paul Huchon, le président PS du conseil régional, une phrase a mis le feu aux poudres.

Dans ce courrier évoquant les dernières esquisses du SRIF, François Fillon se prononce contre l'idée d'un couvre-feu total des vols de nuit et le plafonnement des mouvements aériens. Pour Jean-Pierre BLAZY, cette prise de position va à l'encontre de la lettre-mission du Président de la République qui a créé une commission chargée d'étudier le développement durable autour de Roissy.

"Une fois n'est pas coutume, j'étais d'accord avec Nicolas SARKOZY qui avait chargé Jacques Dermagne, Président du Conseil Economique et Social, d'élaborer une charte pour le développement durable. Il y avait écrit que *la croissance du trafic aérien, le développement économique et urbain autour de l'aéroport et l'amélioration de la qualité de vie des riverains ne sont pas antinomiques*. Sans réduire les vols de nuits, les améliorations environnementales sont impossibles. Le Premier ministre ferme complètement le débat. Il est hostile à toute avancée sur les questions essentielles. Aujourd'hui, je suis là pour tirer la sonnette d'alarme." Plus étonnant : le conseiller régional UMP Jean Bardet, député de la 3ème circonscription, abonde dans le même sens. "Le principe de couvre-feu est une nécessité environnementale et de santé publique, ainsi que le plafonnement des mouvements aériens. Je continuerai à me battre pour que ces deux points soient respectés", insiste l'élue UMP dans un communiqué

Si, pour l'instant, la mobilisation se fait discrète et plutôt du côté des élus, les antibruit analysent la période actuelle comme "un calme avant la tempête". Jean-Pierre BLAZY promet un mouvement plus important la rentrée lorsque la commission rendra son rapport. "De larges rassemblements" devraient naître dans le Val d'Oise, le département le plus touché par les nuisances sonores, mais qui pourraient s'étendre à d'autres départements.